



GRUPE D'ÉVALUATION DE LA MISE EN ŒUVRE  
DES INITIATIVES DES SOMMETS DES AMÉRIQUES (GRIC)  
Première réunion ordinaire de 2023  
6 avril 2023  
Format virtuel

OEA/Ser.E  
GRIC/O.1/INF.32/23  
6 avril 2023  
Original : anglais

MISE EN ŒUVRE DU IX<sup>e</sup> SOMMET DES AMÉRIQUES :  
RAPPORT SUR LA SITUATION DES GROUPES TECHNIQUES AD HOC,  
LA PARTICIPATION ET LES COMMENTAIRES DU GROUPE DE TRAVAIL MIXTE  
SUR LES SOMMETS ET LES MEILLEURES PRATIQUES  
PRÉSENTÉES PAR LES DÉLÉGATIONS

(Exposé de M. Kevin O'Reilly, Coordinateur national  
des États-Unis pour les Sommets des Amériques)

Avant de donner la parole aux délégations, je souhaite faire une brève présentation sur la situation des groupes techniques ad hoc et le travail colossal réalisé par les délégations et les institutions du Groupe de travail mixte sur les Sommets pour garantir que les engagements de nos dirigeants se traduisent par des actions concrètes.

Le Président a convoqué sept réunions techniques ad hoc du GRIC pour mettre à profit nos succès de Los Angeles et poursuivre l'élan donné à la résolution des problèmes les plus urgents que rencontre notre région. Elles comprennent deux réunions sur les questions environnementales, une sur l'énergie propre, une sur la démocratie et la gouvernance, ainsi que trois sur la santé.

Le 24 janvier, Monica Medina, secrétaire adjointe au *Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs* (Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales) du Département d'État des États-Unis, et Jane Nishida, administratrice adjointe à l'*Office of International and Tribal Affairs* (Bureau des affaires internationales et tribales) de l'Agence de protection de l'environnement ont animé une réunion du groupe technique ad hoc sur un avenir durable et vert pour tous pour discuter du renforcement de la protection des défenseurs de l'environnement. L'ONG *Alliance for Land, Indigenous, and Environmental Defenders* (ALLIED) a réalisé un exposé sur les lacunes et les meilleures pratiques. Carlos de Miguel, Responsable de l'Unité des politiques de développement durable à la CEPALC; Soledad Garcia Muñoz, Rapporteuse spéciale sur les droits économiques, sociaux, culturels et environnementaux à la Commission interaméricaine des droits de l'homme ainsi que plusieurs représentants nationaux ont décrit les efforts déployés pour renforcer la protection des défenseurs de l'environnement, notamment grâce à la mise en œuvre de l'Accord d'Escazu. Plus de 170 représentants de 22 pays ont participé.

Le 1<sup>er</sup> mars, Sue Biniáz, Envoyée spéciale adjointe pour les changements climatiques du Département d'État des États-Unis, et Maxine Burkett, Secrétaire adjointe aux océans, à la pêche et aux affaires polaires, ainsi que Diana Laguna Caicedo, Vice-ministre panaméenne de l'environnement, et Rosilena Lindo Riggs, Sous-secrétaire à l'énergie, ont animé une réunion du Groupe technique ad hoc au Panama pour faire avancer le transport maritime vert et renforcer les écosystèmes côtiers. L'Autorité du Canal de Panama, le centre de recherche et de développement

*Mærsk Mc-Kinney Møller Center for Zero-Carbon Shipping* et l'ONG *Conservation International* ont partagé leurs recommandations et les délégués et membres du Groupe de travail mixte sur les Sommets ont décrit les efforts déployés pour mettre en œuvre les engagements par le biais de négociations à l'Organisation maritime internationale, en promouvant les carburants et les technologies à émission zéro, en dressant l'inventaire des écosystèmes de carbone bleu, en instaurant des zones marines protégées et en menant d'autres initiatives. Plus de 50 participants de 13 pays ont assisté à la réunion.

Le 9 mars, le Secrétaire adjoint Mark Wells a animé la première réunion du Groupe technique ad hoc sur l'engagement en faveur de l'accélération d'une transition énergétique propre, durable, renouvelable et équitable, axée sur le financement des énergies propres. Un représentant de la société *AES Corporation* a réalisé un exposé sur les critères qu'utilise le secteur privé lors de l'évaluation des possibilités d'investissement dans les énergies propres et les actions que les gouvernements nationaux peuvent entreprendre pour attirer davantage d'investissements. La Banque interaméricaine de développement, l'Association andine de développement, la Banque centraméricaine d'intégration économique, la Banque de développement des Caraïbes et la Banque mondiale ont fourni des informations actualisées et des vues d'ensemble sur leurs programmes de financement des énergies propres. L'Unité de coordination technique du Partenariat des Amériques pour l'énergie et le climat (ECPA) de l'OEA a annoncé la tenue de la sixième réunion ministérielle de l'ECPA les 28 et 29 février 2024 en République dominicaine. De plus, l'OCDE a informé sur son Programme de financement et de mobilisation des investissements en faveur des énergies propres, qui vise à offrir une assistance technique, à assurer le renforcement des capacités ainsi qu'à réduire les obstacles techniques pour les investissements du secteur privé dans les énergies propres. Plus de 100 représentants de 17 pays ont participé à la réunion de ce groupe technique.

Le 28 mars, nous avons convoqué le premier Groupe de travail technique ad hoc chargé du Plan d'action interaméricain sur la gouvernance démocratique. La réunion s'est tenue à l'occasion du Deuxième Sommet pour la démocratie. J'en profite pour remercier à nouveau les Gouvernements du Canada et du Costa Rica d'avoir coorganisé cet événement à nos côtés. Nous avons eu le plaisir d'accueillir plus de 80 participants et d'entendre les exposés des experts Katya Salazar, Directrice générale de l'organisation *Due Process of Law Foundation*, et Jennie Lincoln de l'ONG *Carter Center*. Tous les intervenants ont encouragé les gouvernements nationaux à tenir compte des recommandations, mandats et défis régionaux liés à la gouvernance démocratique, en soulignant avec préoccupation le recul de la région et la progression de la désinformation.

De plus, nous continuons de soutenir nos collègues et les experts tandis qu'ils négocient le Plan d'action sur la santé et la résilience dans les Amériques. Le 29 mars, le Groupe technique ad hoc a pré-approuvé 48 des 56 paragraphes que comporte le Plan d'action. Il se réunira à nouveau le 19 avril au matin pour poursuivre les négociations et en mai pour organiser des consultations avec les parties prenantes. Le Plan d'action permettra de tenir l'engagement pris par nos dirigeants à Los Angeles et de déterminer comment les Amériques peuvent mettre en pratique les enseignements tirés de la pandémie de COVID-19.

En ce qui concerne les prochaines étapes, nous projetons de poursuivre le processus et de convoquer la première réunion sur la transformation numérique, l'engagement pris lors du Cinquième Sommet, suite au Sommet des villes.

En juin prochain, nous prévoyons d'organiser une réunion ministérielle du GRIC en marge de l'Assemblée générale de l'OEA afin d'examiner les progrès réalisés dans tous les domaines. Cette réunion coïncide avec le neuvième anniversaire du Sommet.

Nous continuons d'œuvrer en étroite coordination avec la République dominicaine, hôte du prochain Sommet, qui, selon les projets initiaux, assumera la présidence du processus des Sommet au dernier trimestre de 2023.

Sur ce, je vais laisser les délégations formuler leurs questions ou leurs commentaires.